



*Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 144*

**novembre 2008**

## Que signifie la victoire d'Obama ?

La victoire de Barack Hussein Obama face à McCain a représenté un fait historique, par les connotations de ces élections. Cette victoire a ouvert de grandes perspectives et de grands espoirs parmi les masses étasuniennes et du reste du monde qui attendent qu'un véritable changement se produise. G. Bush est parvenu à être le président le plus impopulaire depuis qu'on fait des sondages. La défaite qu'il subit en Iraq et la crise économique qui a explosé à la fin de son mandat ont marqué ces élections.

La candidature de McCain apparaissait pour les électeurs étasuniens comme la continuité de l'actuel gouvernement, en dépit des efforts que le candidat républicain a fait pendant toute la campagne pour prendre ses distances vis-à-vis de Bush.

Obama a obtenu 95% des voix des Noirs, bien qu'il n'ait pas utilisé le problème du racisme dans sa campagne, et il a, en outre, obtenu un très large appui de la communauté latino-américaine. Les latinos votaient traditionnellement pour les démocrates. Cependant, Hillary Clinton a aussi essayé d'exploiter le racisme contre les Noirs, pour gagner les primaires avec l'appui des latinos. La défaite d'H. Clinton lors des primaires a fait que ces derniers étaient sur le point de passer aux républicains. Les déclarations de McCain, soutenant le programme de son parti qui considère les immigrants pratiquement comme des délinquants, a toutefois aidé Obama, qui est d'ailleurs le fils d'un immigrant du Kenya. Rappelons également que des millions d'immigrants latino-américains se sont mobilisés le Premier Mai dernier pour exiger leur régularisation.

Les jeunes et les travailleurs à faibles revenus ont aussi voté majoritairement pour Obama. La crise hypothécaire a expulsé plus d'un million de familles de leur maison et quatre millions d'autres sont sur le point de perdre leur logement. Les licenciements augmentent chaque jour, ce qui fait monter le chômage de 1,2 millions de personnes supplémentaire en un an, dont plus de la moitié pendant les trois derniers mois. Des entreprises aussi emblématiques que General Motors, Ford ou Chrysler sont menacées de faillite et envoient déjà des milliers de travailleurs à la rue. La conviction que les problèmes créés par la politique économique de Bush ne seraient pas résolus par son continuateur, McCain, a donné lieu au changement électoral.

## **Un changement dans la conscience des masses**

Le vote pour Obama représente donc, de manière déformée, une avancée dans les consciences nord-américaines. D'une part, il y a l'opposition des masses à l'occupation de l'Iraq et à la politique guerrière de Bush, les mobilisations d'immigrants sans papiers, le début de la lutte de quelques secteurs de travailleurs qui commencent à faire face aux restrictions et aux licenciements. (Ceux de Boeing ont obtenu une importante victoire en octobre). D'autre part, le vote reflète la défaite que les Etats-Unis subissent en Iraq et la résistance de plus en plus forte en Afghanistan.

Indépendamment de ce que cela signifie pour la bourgeoisie, il est certain que la victoire d'Obama reflète un virage à gauche sans précédent aux Etats-Unis. Les célébrations massives, les larmes de joie des masses de Noirs, montrent que ceux-ci avaient voté pour quelque chose de plus qu'un candidat démocrate. Pour les masses nord-américaines, c'est un immense triomphe de porter Obama à la Maison Blanche. En ce sens, son arrivée à la présidence est comparable à celle des gouvernements de Front Populaire, comme en Bolivie avec Evo Morales, ou comme au Brésil avec Lula da Silva, quand pour la première fois un travailleur métallurgiste accédait à la présidence de son pays.

## Des élections avec une répercussion mondiale

Ces élections aux Etats-Unis ont été suivies comme aucune autre dans l'histoire. La possibilité, confirmée par la suite, que gagne Obama, qui pratique un langage différent de celui employé durant les huit dernières années, a produit une vague d'appui mondial au candidat démocrate. Il est curieux que, dans les enquêtes qui ont été faites partout dans le monde, ce n'est qu'en Israël que McCain est apparu comme favori. Rappelons que, quand Obama était encore candidat et qu'il a s'est rendu à Berlin, une foule de 200 000 personnes est allée le recevoir et l'écouter.

Nous sommes passés d'un président qui était reçu avec des manifestations contre sa présence, à un qui réveille l'enthousiasme sur toute la planète. Il est probable que, dans ses premiers voyages à l'étranger, il trouvera également un accueil semblable à celui que suscitait le général Eisenhower à la fin de la Seconde Guerre mondiale en tant que libérateur qui, avec l'URSS, avait mis en échec Hitler.

L'élection d'Obama reflète la situation mondiale, que nous définissons comme révolutionnaire : la défaite, que l'impérialisme subit en Iraq, la montée des masses au Moyen-Orient et en Amérique latine ont poussé les masses nord-américaines à voter pour Obama. Il est significatif que la nouvelle « first lady », Michelle, a déclaré qu'elle se sentait **maintenant** fière d'être « américaine » (appellation que les Etasuniens se réservent pour eux-mêmes). Et le camp républicain, bien qu'il ait été scandalisé par une critique de ce genre, n'est pas parvenu à changer le sens du vote, ce qui veut dire que dans la conscience de beaucoup de millions d'Etasuniens est enraciné le fait de ne pas se sentir fiers du pays où ils vivent.

Les gouvernements d'Iran et de Russie ont manifesté leur attente d'une nouvelle ère de relations avec les Etats-Unis. Les pays arabes en général ont très bien perçu la victoire d'Obama, fils d'un musulman, qui de surcroît s'appelle Hussein. Pour le négociateur palestinien des accords de paix avec Israël, Saeb Erekat, « sous la direction d'Obama, la vision de deux Etats pour deux peuples deviendra une réalité ». Les gouvernements de ces pays espèrent que les Etats-Unis ne seront plus considérés comme l'ennemi du monde arabe et vice versa.

## Qui a soutenu Obama ?

En plus de convaincre des millions de travailleurs, ce choix a été la meilleure option pour des secteurs très importants de la bourgeoisie étasunienne. C'était le candidat, non d'un parti ouvrier mais du Parti Démocrate, un des deux partis bourgeois qui se partagent le pouvoir aux Etats-Unis. A l'exception de la bourgeoisie des *gusanos* de Miami, fidèle au Parti Républicain et à sa stratégie de blocus contre Cuba, ainsi que des secteurs du pétrole et du gaz, qui ont ouvertement soutenu McCain, d'autres secteurs bourgeois ont soutenu, soit équitablement les deux candidats, soit carrément Obama.<sup>1</sup>

S'ils l'ont soutenu, c'est parce que l'impérialisme comprenait qu'il avait un besoin urgent de changer la perception des masses vis-à-vis des Etats-Unis. Jusqu'à l'élection d'Obama, la crise économique mondiale, qui commence à affecter l'ensemble de la planète, désignait un ennemi clair, un coupable des guerres qui est maintenant aussi l'origine et la cause de la crise mondiale. Cette crise est en train de laisser des millions de travailleurs sans emploi et provoque une augmentation de la misère sur toute la planète.

Suite à la crise qu'elle traverse, du fait de la situation révolutionnaire mondiale, la bourgeoisie a utilisé durant les dernières années des gouvernements qui servent à freiner la montée des masses. Elle a dû faire appel aux secteurs les plus représentatifs des opprimés et exploités. Ainsi sont donc apparus des gouvernements de front populaire (de collaboration de classes, où des organisations ouvrières participent aux gouvernements bourgeois), y compris avec des travailleurs à leur tête comme au Brésil, des femmes comme Bachelet ou Cristina Fernández (Chili et Argentine), des indigènes comme Evo Morales, des sociaux-démocrates qui doivent donner suite à un certain espoir aux masses, comme Zapatero avec le retrait des troupes d'Iraq, ou des gouvernements avec une rhétorique populiste comme celui de Chavez. Ce sont des gouvernements qui, au-delà du fait que certains d'entre eux ont dû prendre l'une ou l'autre mesure progressiste, ont servi pour freiner, dévier ou contrôler la montée des masses, en permettant aux capitalistes de poursuivre l'exploitation des travailleurs. Ce qui est nouveau, c'est que ceci a dû arriver aux Etats-Unis eux-mêmes. Ainsi, l'élection d'Obama apporte une trêve au capitalisme mondial, et principalement à sa puissance hégémonique, les Etats-Unis.

## Les Etats-Unis peuvent-ils cesser d'être impérialiste avec Obama ?

Avec Obama, la presse mondiale a retrouvé la possibilité de parler favorablement des Etats-Unis sans rougir. Les discours sur la bonté de la démocratie des Etats-Unis et la capacité de la société nord-américaine de changer l'orientation de son gouvernement sont de retour. Le commentaire le plus courant est que, comme disait un éditorial du journal espagnol « El País », « *la victoire d'Obama détruit les barrières ethniques et revalide les Etats-Unis comme modèle universel* ». McCain l'accusait d'être socialiste pendant la campagne électorale. D'autres considèrent qu'Obama peut effectivement

---

<sup>1</sup> Voir l'article "*Los partidos burgueses frente a la crisis*" d'Andrés Bárcenas, publié dans le journal *Voz de los Trabajadores*, la publication du groupe de militants de la LIT-QI aux Etats-Unis : [http://www.litci.org/MateriaES.aspx?MAT\\_ID=1419](http://www.litci.org/MateriaES.aspx?MAT_ID=1419).

mettre un terme à l'impérialisme, construire une nouvelle ONU (cette fois démocratique), un monde multilatéral et, finalement, que c'est finalement une merveille qu'un pays qui connaissait la ségrégation il y a quarante ans, a maintenant un Noir comme président. On veut nous faire croire que la démocratie (bourgeoise) peut surmonter l'impérialisme et qu'un gouvernement, ou plutôt, un président, peut le faire, bien qu'avec des difficultés.

Nous devrions nous demander si Barack Obama va suggérer à Iran qu'en échange de l'arrêt de son programme d'énergie nucléaire, il va proposer le démantèlement de tous les arsenaux nucléaires dans le monde, en commençant par celui des Etats-Unis qui est le plus grand de tous ; s'il va exiger d'Israël qu'il détruise ses 200 têtes nucléaires. Demandons-nous si les multinationales étasuniennes, dorénavant, vont cesser de piller les pays semis-coloniaux, si les bases militaires des Etats-Unis, sur toute la planète, vont être fermées...

L'impérialisme ne change pas sa nature, même si la couleur de la peau de son président change. Nous pensons que le modèle qu'ils nous proposent comme exemple est celui de la démocratie impérialiste, qui va continuer à opprimer les travailleurs de son propre pays et ceux du reste du monde. Le président élu peut en arriver à lâcher une concession ou une autre, comme a fait Roosevelt dans les années trente, pour relever l'économie de la crise de 1929 avec les plans de travaux publics et freiner la montée ouvrière qui a été à l'origine des grandes organisations syndicales aux Etats-Unis. Mais ce qui est certain, c'est que, comme tout gouvernement capitaliste, il va essayer irrémédiablement de faire retomber la crise économique sur le dos des travailleurs.

Les gouvernements des pays capitalistes sont là pour administrer les affaires de la bourgeoisie. Pour que Barack Obama puisse changer le rôle des Etats-Unis dans le monde (ce qui n'est pas son intention) et mettre un terme à l'exploitation des travailleurs ou à la discrimination ethnique et à l'oppression de la femme, il devrait détruire l'Etat bourgeois, c'est-à-dire en finir avec le capitalisme.

Les guerres, les invasions et les agressions de l'impérialisme vont continuer, aussi longtemps qu'existe l'impérialisme. Clausewitz disait que la guerre est la continuation de la politique avec d'autres moyens et l'impérialisme ne peut pas se maintenir sans s'imposer militairement. Les Etats-Unis ont été jusqu'à présent le gendarme mondial du capitalisme, et le fait qu'Obama veut disposer de l'appui des autres pays impérialistes du monde ne change rien au fait qu'il veut cet appui pour que le système continue à exister.

Obama ne va pas détruire le système mais il va le diriger pour qu'il puisse subsister. En ce sens, son gouvernement a un caractère préventif face à la possibilité, du fait de la crise économique, d'une forte montée des luttes. Pour mettre un terme au système, les Obamas dans le gouvernement ne suffisent pas, il faut que ce soient les travailleurs qui prennent directement le pouvoir avec la révolution socialiste et détruisent l'Etat capitaliste. C'est ce qu'a dit Marx, que les économistes et les journalistes du monde entier citent maintenant à cause de la crise économique. Cela n'a jamais été réfuté par l'histoire.

## **Le programme d'Obama**

Le caractère de l'Etat défendu par Barack Obama se reflète dans son programme électoral, ainsi que dans les mesures qu'il va prendre quand il commencera à gouverner, telles qu'elles ont été annoncées après son triomphe. Les conseillers dont il s'entoure et

dont les noms circulent pour son prochain gouvernement, sont des personnages connus. Beaucoup ont fait partie des gouvernements de Bush, de Clinton ou même de Ronald Reagan. « *Pour les thèmes d'économie, les principaux conseillers d'Obama sont Paul Volcker et Robert Rubin. Volcker a été président de la FED (Federal Reserve), la banque centrale des Etats-Unis, entre 1979 et 1987, au temps de Ronald Reagan. Il a été un des pères du néo-libéralisme et a joué un rôle fondamental dans la mise en oeuvre de la "globalisation capitaliste". A cette époque, sa devise était que "les familles nord-américaines doivent diminuer leur niveau de vie". Evidemment, les familles auxquelles il faisait allusion n'étaient pas les riches... D'autres conseillers d'Obama sont Lawrence Summers, ancien de la Banque Mondiale et aussi secrétaire du Trésor de Clinton ; Jamie Dimon, actuel président de la Banque d'Investissements JP Morgan, et Timothy Geithner, ancien directeur du FMI.* » (Voir *Os homens do presidente* publié dans *Opinião Socialista*, l'organe du PSTU, la section brésilienne de la LIT.) Obama compte aussi, parmi ses conseillers économiques, l'homme le plus riche de la planète, Warren Buffet. Le nom de Collin Powel, membre du parti républicain qui a dirigé la première guerre d'Iraq et qui a été secrétaire d'état de G.W. Bush jusqu'en 2004, circule comme membre du nouveau gouvernement, et Hillary Clinton elle-même vient d'accepter d'être secrétaire d'Etat d'Obama. Dans un gouvernement qui paraît être un cabinet d'unité nationale (comme celui d'Angela Merckel avec le SPD en Allemagne), Barack Obama dispose de l'appui de son adversaire McCain à cette étape. Avec tous ceux-là, Obama veut « une nouvelle aube de leadership étasunien ».

### **Mesures économiques**

Dans son discours comme vainqueur des élections, Obama a averti les Nord-américains qu'ils devront se sacrifier et que la pente sera dure à grimper. Il sera plus difficile de freiner les licenciements ou de garantir de nouveaux emplois au moyen de travaux publics à cause du manque d'argent que va rencontrer son administration, qui commence déjà à être hypothéquée, avec son accord, pour sauver les bénéfices de la bourgeoisie étasunienne. L'augmentation des impôts pour les familles les plus riches, (que Bush avait baissé), une augmentation qui n'atteint même pas celle qu'a imposé le président républicain Eisenhower dans les années 50, ainsi que la diminution d'impôt pour les salaires les plus faibles, sont ses promesses les plus progressistes. L'argent que Bush est en train d'engager à la fin de son mandat pour freiner la débâcle financière, Obama devra le prendre aux travailleurs. Il devra le prendre aux travailleurs de son propre pays et à ceux du reste du monde, comme l'a fait jusqu'à présent cet aspirateur de capitaux qu'est l'économie des Etats-Unis.

Déjà avant les élections, le président élu a commencé à montrer ses véritables intentions. Le plan de sauvetage de 700 milliards de dollars pour les banques, présenté par Bush, a été approuvé par les deux candidats. Cette énorme somme d'argent sera employée pour pallier la chute du système financier. Les protestations contre cette mesure sont arrivées jusqu'aux portes de Wall Street, où l'effigie de Karl Marx présidait les dénonciations contre les brokers de la bourse. Il est possible que le changement de dernière heure dans le plan de sauvetage avancé par le gouvernement Bush, qui va destiner les fonds d'aides aux crédits non-bancaires et refinancer les hypothèques qui sont sur le point de mener à la saisie, ait pu compter avec l'appui de l'équipe d'Obama. Il est même possible que ce changement soit issu de cette équipe.

Ce qu'ambitionnent ces mesures, c'est que les travailleurs nord-américains continuent à rembourser leurs hypothèques et leurs prêts. On préfère percevoir un peu moins chaque

mois que ne percevoir rien du tout et se trouver avec des millions de logements que personne ne peut acheter. L'argent qui peut être destiné à ces mesures n'est pas pour garantir leur logement aux 10 millions de personnes qui peuvent le perdre durant les prochaines deux années. En outre, on ne va pas restituer la maison à ceux qui l'ont déjà perdue, ni garantir que ceux qui perdent leur emploi puissent la conserver.

Après sa victoire, Barack Obama a déjà demandé à Bush de secourir en urgence le secteur de l'automobile, menacé de fermeture. Les mesures qu'il a négociées vont servir à l'industrie pour adapter les usines à la fabrication de modèles plus efficaces et appropriés à la baisse des ventes du fait de la crise économique. C'est-à-dire que les nouvelles usines auront besoin de moins de main d'œuvre et, ce qu'Obama veut garantir, ce sont donc les bénéfices des entreprises et non les emplois, qui vont être perdus par dizaines de milliers avec ces mesures.

La lutte concernant le soutien au secteur de l'automobile en échange du vote favorable des démocrates au Traité de Libre Echange (TLC) avec la Colombie, montre les divergences entre les secteurs impérialistes de l'actuel gouvernement et ceux du prochain. Obama a critiqué l'administration Bush pour s'être engagée, lors de la réunion du G20, à ne pas mettre en oeuvre des mesures protectionnistes. Barack Obama considère que le protectionnisme est nécessaire pour sauver les bénéfices de l'industrie de l'automobile aux Etats-Unis. Dans l'agriculture, des aides millionnaires sont maintenues et peuvent être étendues à d'autres secteurs avec Obama, faisant fi des accords de commerce international, accords que les Etats-Unis eux-mêmes promeuvent à leur bénéfice.

Il faut rappeler, en outre, qu'Obama soutient les plans de santé privés, dont il a reçu 414 863 dollars pour sa campagne électorale.

### **Politique internationale**

Obama s'était opposé à la seconde guerre d'Iraq et il était pour le retrait des troupes de ce pays, avant d'être sénateur. Toutefois, son discours s'est modéré pendant sa candidature et sa campagne, pour proposer finalement que le retrait des troupes soit échelonné sur 16 mois et qu'on maintienne en Iraq une force d'appui **de 60 000 soldats**, pour combattre contre le "terrorisme". Le retrait de troupes, partiel donc, serait destiné à « gagner » la guerre en Afghanistan, y compris en entrant au Pakistan. Il prétend doubler le nombre de soldats en Afghanistan, selon lui pour capturer ou tuer Bin Laden. Ce qui est certain, c'est qu'avec son plan, nous allons vers une recrudescence de l'agression impérialiste en Afghanistan. Obama a aussi fait savoir qu'il pourrait attaquer l'Iran, qu'il considère comme un danger mondial, si ce pays continue avec l'enrichissement de l'uranium. Sur ce point, il ne se différencie donc pas de son prédécesseur.

Il est significatif aussi qu'il ait choisi Rahm Emanuel comme chef de Cabinet (celui qui, entre autres, décide de l'agenda du président). C'est un sioniste déclaré, fils d'un militant de l'organisation terroriste Irgoun, qui a perpétré des attentats sanglants en 1946 contre la population palestinienne pour établir l'Etat d'Israël. Ce personnage, connu au Congrès sous le surnom de Rahmbo pour sa façon de diriger le groupe démocrate, est la confirmation du fait que, même s'il y a des négociations avec le Hamas dans la Bande de Gaza, le gouvernement entrant continuera à être un garant de l'Etat d'Israël.

La fermeture du camp de prisonniers de la base militaire de Guantánamo, dans lequel des centaines de prisonniers de la guerre d'Iraq sont encore enfermés sans jugement, a été une exigence mondiale que Barack Obama avait rejoint. La fermeture a été ratifiée, avec le transfert de 600 prisonniers sur le territoire des Etats-Unis pour les y juger quand il aura pris ses fonctions. Ce geste, qui ne va pas lui causer de grands problèmes, sera utilisé par Obama pour augmenter son prestige, tout comme Zapatero l'a fait en retirant les troupes espagnoles d'Iraq au début de son premier mandat.

Nous voulons faire état de l'appui qu'il va recevoir de Zapatero. Cela veut dire concrètement que ce dernier va l'aider en Amérique latine et dans le monde arabe. En Amérique latine, l'Espagne a été la plate-forme pour la recolonisation. Les capitaux européens et nord-américains ont pu y entrer avec une plus grande facilité par le biais des entreprises espagnoles. Les sommets ibéro-américains, avec le roi Juan Carlos à leur tête, se sont chargés au cours des 25 dernières années de garantir que les Etats pouvaient privatiser toute entreprise rentable ainsi que les ressources naturelles.

Au Moyen-Orient, Zapatero sera l'allié avec lequel Obama essayera de reprendre l'offensive. Les troupes espagnoles sont présentes, avec d'importants contingents, tant au Liban qu'en Afghanistan. Zapatero tient un discours selon lequel les interventions militaires doivent être faites avec le soutien des organismes internationaux, comme l'ONU, ou de la « communauté internationale ». L'ONU est l'écran que l'impérialisme utilise pour justifier des agressions et des occupations, comme cela a déjà été le cas pour la Bosnie, l'Afghanistan ou le Liban. La dénommée « communauté internationale » est celle des pays impérialistes et leurs alliés des pays dépendants.

## La "gauche" et Obama

Que la bourgeoisie essaye de célébrer ses modèles et défendre ses intérêts, c'est normal. Le problème est qu'elle trouve toujours de l'aide pour cela chez des personnages qui apparaissent aux yeux de millions de travailleurs comme de gauche. Zapatero se déclare ami et allié fidèle d'Obama. Lula, Bachelet et Tabaré Vázquez le fêtent et lui demandent de resserrer les liens entre leurs pays et les Etats-Unis. Amorim, le chancelier brésilien, a affirmé que *« nous n'allons pas nier que le gouvernement brésilien a eu une bonne relation avec celui de (George) Bush, de pragmatisme et de respect. Mais maintenant la relation peut être d'affinité et, nous l'espérons, de coopération avec le nouveau gouvernement nord-américain »*.

Les stars de Hollywood, les chanteurs comme Bruce Springsteen ou le documentariste anti-Bush, Michel Moore, sont d'enthousiastes partisans d'Obama.

Une grande partie des intellectuels de gauche, comme Tarik Ali ou Galeano, exposent leurs doutes et leurs espoirs, font des propositions à Obama et le conseillent sur ses priorités pour mieux gouverner. Ils exigent de patienter pour critiquer Obama, expliquant qu'il faut lui donner un répit parce qu'il doit affronter beaucoup de problèmes, et qu'au moins il faut attendre jusqu'en janvier pour voir ce qu'il fait. **Ils construisent ainsi un temps de trêve très supérieur à celui qu'ont pu avoir Jimmy Carter ou Kennedy en leur temps** (deux présidents US issus du parti démocrate qui ont eu un important appui populaire).

## Chavez et Castro

Il est normal aussi que les travailleurs nord-américains et du monde entier voient Obama avec des espoirs et des illusions, parce qu'il est noir, fils d'un immigrant, et qu'en outre, il n'est ni un millionnaire ni un grand propriétaire. Ce qui est certain, c'est que pendant un certain temps, probablement jusqu'à ce que continuent les agressions militaires sous son mandat, la conscience anti-impérialiste sera atténuée par les espoirs en Obama. Mais nous voulons souligner le déluge d'appuis et de félicitations qu'il a reçu des gouvernements et dirigeants qui se disent « révolutionnaires ».

**Chavez** a dit que *« l'élection historique d'un afro-descendant à la tête de la nation la plus puissante du monde, est le symptôme de que le changement d'époque qui s'est développé depuis le Sud de l'Amérique, pourrait être en train de toucher aux portes des Etats-Unis. Depuis la patrie de Simon Bolivar, nous sommes convaincus que l'heure est arrivée d'établir de nouvelles relations entre nos pays et avec notre région, sur la base des principes du respect à la souveraineté, l'égalité et la vraie coopération »*. Avant les élections, il avait demandé à Obama de mettre un terme à l'impérialisme s'il gagnait. **Evo Morales** a comparé l'élection d'Obama avec la sienne, l'un étant un Noir et l'autre indigène, il a déclaré que *« nous avons beaucoup d'espoir que les relations diplomatiques, commerciales et d'investissement avec notre pays vont s'améliorer. Nous avons beaucoup d'espoir et nous sommes optimistes »*. Et **Fidel Castro** a publié dans « Granma » que *« le peuple des Etats-Unis se préoccupe bien plus de l'économie que de la guerre d'Iraq. McCain est vieux, belliqueux, inculte, peu intelligent et sans santé »*. Il ajoute finalement (à l'adresse de Lula) : *« Si mes calculs étaient erronés, le racisme se serait imposé de toutes manières, et le candidat républicain obtiendrait la Présidence, le danger de guerre serait augmenté et les occasions des peuples d'aller en avant seraient réduites. »*

Ces dirigeants savent parfaitement ce que représente Barack Obama et cela ne les a pas empêché de le soutenir. Pour eux, cette nouvelle face de l'impérialisme surgit au bon moment pour continuer, ou plutôt, pour approfondir la capitulation face à l'impérialisme qu'ils pratiquent depuis des années, à savoir, que l'impérialisme puisse piller les économies de leurs pays. Ils acceptent que l'impérialisme continue à dominer le monde et ils ne rompent pas avec lui. Ils espèrent d'Obama qu'il les accepte comme ses intermédiaires. C'est pourquoi, Chavez et Castro insistent sur le fait qu'il y ait du respect mutuel.

Tout ceux qui, depuis la « gauche », soutiennent Obama semblent avoir oublié que le soutenir, c'est soutenir le président des Etats-Unis, à savoir, le chef du pays impérialiste le plus important du monde, le « gendarme mondial » du capitalisme. La rhétorique de Hugo Chavez a contribué à cela depuis des années. Quand le président vénézuélien parlait d'impérialisme, il se référait seulement aux Etats-Unis et, durant les dernières années en particulier, seulement à George Bush. Pour le président vénézuélien, Bush était le diable. L'impérialisme européen n'existait pas, le président espagnol Zapatero était été considéré par Chavez comme révolutionnaire.

Cela fait longtemps que la bureaucratie cubaine pardonne tout aux chefs du Parti Démocrate des Etats-Unis. Fidel Castro présente maintenant Kennedy (le président qui a autorisé l'invasion de la Baie de Cochons), comme un homme qui a été poussé à cette aventure militaire par son vice-président belliqueux. Il est vrai que Fidel doute aussi qu'Obama puisse changer profondément les Etats-Unis, mais cela ne l'empêche pas de faire son éloge.



Avec la disparition de Bush de la scène politique, disparaît l'« anti-impérialisme » (ou plutôt l'anti-américanisme) du castro-chavisme. La plus grande avancée qu'il y a eu dans la conscience latino-américaine dans les dernières décennies est l'anti-impérialisme, même si c'est principalement contre les Etats-Unis, et cela peut faiblir par la faute des commentaires pleins de louanges de ces personnages. C'est cela le rôle sinistre qu'ils jouent.

## **Le mouvement ouvrier face à Obama et la construction du parti révolutionnaire**

Le gouvernement d'Obama est porté par de grands espoirs de la population étasunienne. Mais ces espoirs dans un gouvernement non-guerrier qui résoudrait les problèmes économiques, peuvent donner lieu à une déception sans précédent. Lula et Zapatero ont disposé d'une conjoncture économique favorable pendant ces années. Ils ont aussi pu disposer de l'appui inconditionnel de la bureaucratie syndicale de la CUT et du PT du côté de Lula, ou de la « gauche » réformatrice de Izquierda Unida et les directions syndicales de CCOO et d'UGT en Espagne, pour gouverner sans sursauts jusqu'à présent. Obama, bien qu'il ait aussi l'appui des organisations syndicales, se trouve face à la plus grande crise économique depuis 1929. Le retrait des troupes sans victoire militaire en Iraq peut provoquer une plus grande déstabilisation au Moyen-Orient et l'ouverture de nouveaux fronts au Pakistan ou en Iran.

Les masses noires espèrent que le racisme, la discrimination au travail ainsi que la discrimination sociale et éducative qu'elles subissent, prendront fin avec le premier président noir des Etats-Unis. Toutefois, déjà de nos jours la situation de cette population s'est aggravée et continuera à s'aggraver avec la crise économique. Les immigrants ont aussi ces espoirs, mais tout comme les Noirs, ce sont les premiers à perdre leur emploi.

Les travailleurs, les jeunes et les opprimés nord-américains ont donné un coup de poing sur la table avec l'élection d'Obama. Pour la première fois, ils sentent qu'ils ont choisi leur candidat et ils ont démontré qu'ils peuvent aller au-delà de ce qu'on attendait d'eux. Il est nécessaire qu'aux Etats-Unis, on commence à donner une réponse de classe à la crise et aux mesures que mettra en oeuvre le nouveau gouvernement. On peut le faire en proposant un programme contre le chômage et le problème du logement, pour l'accès à la santé et à l'éducation, publiques et de qualité. Il y a urgence pour cette tâche, également parce que, sans avancée sur ce terrain, l'extrême droite peut se réorganiser et reprendre le pire de ce qu'a été l'ère de Bush pour en faire le centre de sa politique.

Le mouvement ouvrier des Etats-Unis, qui a été le protagoniste de grandes luttes dans le passé et qui n'a jamais subi de défaite historique, peut commencer à se réveiller. La crise économique menace des millions de travailleurs avec le chômage aux Etats-Unis. Les travailleurs auront en face d'eux toute la machinerie bureaucratique qui a été construite dans les syndicats pour museler leurs luttes. La bureaucratie syndicale est un appui ferme du parti démocrate, elle a dépensé des millions de dollars dans la campagne électorale. Maintenant la classe ouvrière va expérimenter ce qu'est le maximum que peut lui offrir la bourgeoisie nord-américaine. S'ouvre ainsi la possibilité de commencer à faire face à la bureaucratie syndicale et, dans cette lutte, à construire une organisation socialiste dans le berceau de l'impérialisme.

A ses origines, la IV<sup>ème</sup> Internationale a eu son parti le plus fort aux Etats-Unis. Le vieux parti de James P. Cannon, le SWP, faisait partie de la réorganisation du mouvement ouvrier nord-américain dans les années 30. Renouer avec le meilleur de la tradition ouvrière révolutionnaire est une tâche nécessaire pour construire un parti de la IV<sup>ème</sup> Internationale et commencer à surmonter la crise de direction révolutionnaire. C'est une nécessité pour mettre un terme au système d'exploitation et pour construire le socialisme.